

# Notre colonialisme

## UN PEUPLE QUI EN OPPRIME D'AUTRES N'EST PAS UN PEUPLE LIBRE

Etre un ouvrier dans une grande puissance comme la France, puissance qui domine et exploite des travailleurs à travers tous les continents, cela n'est pas anodin. C'est un problème, comme est un problème d'être un blanc anti-raciste en Afrique du Sud, comme est un problème d'être un blanc même pauvre dans les ghettos noirs des grandes villes américaines, ou comme est un problème d'être un juif anti-sioniste dans les quartiers palestiniens des territoires occupés par Israël.

Il n'est pas inscrit sur votre tête que vous êtes antiraciste ou du côté des pauvres. Et l'exploitation a accumulé tant de haine chez les noirs ou chez les Palestiniens que le premier réflexe est d'abord de se méfier de vous, de vous lancer des pierres.

On peut penser que c'est injuste, que c'est du racisme à l'envers, on a bien tort. Car cette situation est un fait, et si nous voulons un jour que le monde change vraiment, ce ne peut être qu'en regardant les problèmes tout à fait en face. Si le problème de la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme atteint un tel degré de complexité aujourd'hui, c'est aussi de la responsabilité de chefs, de dirigeants, d'organisations, qui du côté ouvrier, n'ont pas su ou pas voulu, quand les choses comptaient vraiment, choisir résolument le camp des plus pauvres. C'est un problème qui nous est légué par l'histoire et il nous faut donc faire avec.

Nous ne sommes pas à égalité avec les travailleurs qu'opprime notre impérialisme. Voilà le point de départ qu'il nous faut accepter. Pas parce que nous pouvons avoir la peau blanche comme nos patrons, ni même parce que nous bénéficions d'un niveau de vie tout à fait

enviable si on le compare à celui des dizaines de millions de déshérités sur la planète. Non, ce qui compte d'abord c'est la position que nous prenons ou que nous ne prenons pas publiquement, ouvertement, dans les rapports de domination qu'entretiennent nos patrons, nos capitalistes, nos banquiers, avec ces populations et ces travailleurs.

Or cette oppression, nous faisons comme si elle n'existait pas. Cela revient à la nier, et cela suffit pour que nous nous retrouvions, que nous le voulions ou pas, du côté de nos patrons contre ces autres travailleurs.

C'est que cette oppression est terrible et qu'il faudrait être inconscient ou inhumain pour ne pas y être sensible. Paraître trouver normal leur sort ne peut que les inciter à penser que nous sommes mus par des intérêts personnels et que dans notre tête au moins ils rejoignent ceux des riches qui les exploitent eux féroceement. Ils n'ont donc plus de raison de faire de différences.

Dans le meilleur des cas, même la presse de gauche n'ira pas plus loin que dénoncer les dictatures de ces pays pauvres. Jamais on ne laissera mettre en cause les patrons français et leur système. Mais s'affirmer contre les exploiters des autres ne coûte pas grand-chose et cela peut même nous mettre en solidarité avec nos propres exploiters.

En Afrique du Sud, les blancs qui critiquent certaines pratiques de dirigeants noirs n'ont pas tort en soi. Mais les seuls blancs qui ont pu pénétrer les ghettos, ce sont ceux qui ont d'abord montré leur détermination contre l'apartheid. En Israël, bien des démocrates juifs ne cessent de critiquer les méthodes et la violence des dirigeants palestiniens. Mais les seuls rares juifs que les pauvres Palestiniens respectent, ceux en qui ils peuvent avoir vraiment confiance, c'est ceux pour qui c'est la lutte contre l'Etat religieux juif qui est prioritaire. Et ceux-là l'ont payé d'une façon ou d'une autre.

Le travailleur français qui se complaît à critiquer, à ricaner, au sujet d'un dictateur comme Bongo par exemple, qui contrôle les destinées du Gabon tout en pillant son pays depuis vingt-cinq ans, éveillera de la méfiance et pas du tout de la sympathie s'il formule sa critique devant un Gabonais, même si celui-ci souffre de son régime, ou devant d'autres travailleurs africains. Ce n'est pas une question de morale, c'est le résultat d'une histoire tout à fait réelle. C'est qu'aucune génération actuellement vivante, dans aucun pays dominé par l'impérialisme français, n'a vu le moindre geste de soutien ou de solidarité de la part des travailleurs français dans leur ensemble, ne serait-ce que de façon symbolique.

C'est tout juste si on peut mentionner la guerre d'Algérie, où il y a tout de même eu des gens parmi la population française pour choisir de soutenir la cause de la lutte d'indépendance. Mais cela a été plutôt le fait de milieux intellectuels, et le souvenir n'en est resté, du côté algérien, que dans le même genre de milieux. La classe ouvrière française, malheureusement, est restée tout à fait amorphe et étrangère à la cause des Algériens alors qu'une partie d'entre eux était ici même en France et qu'ils y subissaient une répression particulièrement odieuse.

Il faut bien bien voir que lorsqu'on vit et travaille dans un pays impérialiste capable de faire la guerre à tout un peuple pour imposer les volontés de ses capitalistes, on ne peut pas rester neutre face aux oppressions qu'exercent cette puissance impérialiste. Etre neutre, revient à laisser faire, revient à être complice. D'autant que les capitalistes et leurs représentants ne se privent pas eux d'aller proclamer que c'est en notre nom à tous, au nom de la France avec un grand F, qu'ils interviennent.

Alors nous n'avons pas le choix de la neutralité. Mais nos camarades ouvriers des pays pauvres n'ont pas beaucoup de choix non plus. En tout cas, il y a un choix qu'Elf, Thomson, Bouygues et les autres leur interdisent, c'est celui qu'on nous fait ici du déroulement de carrière, de la promotion, etc. Là-bas, tout cela est absolument hors de question. Etre ouvrier, pauvre, c'est une calamité valable pour tous qu'il faut accepter sans espoir d'en sortir.

Ici en métropole, grâce justement à la richesse extraite de par le monde par les exploitations coloniales d'abord, par le système impérialiste maintenant, la bourgeoisie a choisi une toute autre solution. Pour pouvoir faire avaler au plus grand nombre de travailleurs l'idée qu'être ouvrier n'est pas une condition dont il faut sortir collectivement, la bourgeoisie a depuis un siècle et demi organisé, favorisé, construit de toutes pièces, un morceau privilégié de la classe ouvrière. Pour cela, elle a mis en place des lois contre ses propres lois économiques.

La loi de l'argent, la loi du capital, veut qu'il faille donner aux ouvriers tout juste de quoi se nourrir et se reproduire, pour que leur force de travail soit prête à servir ou même qu'elle reste au chômage. Et bien les patrons, ou l'Etat à leur service, ont mis en place ici ou là pour des minorités de travailleurs des lois contre leurs lois naturelles. C'est ainsi que les fonctionnaires ont la garantie de l'emploi. C'est ainsi que dans toutes les corporations, on entretient une mince couche de travailleurs dont les salaires sont privilégiés, pouvant aller jusqu'à deux ou trois fois au-dessus de la moyenne du secteur concerné.

Cette minorité privilégiée de la classe ouvrière, Marx, Engels, la connaissaient déjà car elle était en train de se constituer à leur époque. Il la dénommaient "l'aristocratie ouvrière". Parce qu'ils s'étaient rendu compte qu'effectivement cette couche-là de la classe ouvrière avait une autre mentalité. Elle ne cherchait plus à se révolter, elle cherchait à profiter de ce qu'elle estimait, avec un sentiment de supériorité, être un bien acquis.

C'est la bourgeoisie et l'Etat bourgeois qui décident à tout moment de l'existence de cette couche, qui décident de la développer en nombre ou de la réduire. Et c'est la bourgeoisie qui peut à tout moment faire tomber l'aristocrate ouvrier directement au niveau du chômeur. Car ces lois, les statuts particuliers qu'elle s'est elle-même imposés, elle peut les faire sauter, au cas par cas ou collectivement.

Jusqu'ici en tout cas, le choix de conserver une aristocratie ouvrière bien réelle, présente, forte sans doute de plusieurs millions de personnes, peut-être 10 % de la population salariée, s'est maintenu dans un pays comme la France. Car l'avantage de cette existence, c'est qu'en l'absence d'autres idées s'adressant au prolétariat, la majorité des travailleurs subit l'influence, les mœurs, les réflexes de cette aristocratie ouvrière.

C'est le cas par exemple du chauvinisme et du nationalisme. Que l'aristocratie ouvrière se montre dans son ensemble nationaliste, cela est après tout normal, puisque son sort particulier dépend effectivement du bon vouloir et de la prospérité de son Etat particulier, de sa bourgeoisie. Mais l'on trouve bien des smicards et maintenant bien des travailleurs sans même le Smic qui réagissent en copiant ces réflexes nationalistes. On trouve même des travailleurs étrangers d'origine étrangère qui se mettent à croire qu'ils ont trouvé là une protection et qui se ridiculisent en reprenant un point de vue chauvin français.

Mais cette protection est bien illusoire, car elle oblige à se mettre côte à côte avec le pire exploiteur du travail humain sur la planète.

Pourtant, dans les milieux les plus modestes de la population, il existe aussi d'autres traditions et d'autres réflexes. Même si la claire conscience d'appartenir à une même classe, quel que soit le pays, la religion, etc. n'est plus du tout apportée par le mouvement ouvrier, les pauvres, entre eux, ont toujours vécu d'entraide et de tolérance. Et tant qu'il y aura des pauvres, l'idée qu'on a plus en commun comme êtres humains, comme travailleurs, qu'avec un riche de la même nationalité que nous, cette idée est toujours prête à germer.

Parce que cette idée-là ressurgit à chaque génération et qu'elle est finalement indéracinable, on voit régulièrement des campagnes de propagande pour tenter de couper cette mauvaise herbe, du côté du gouvernement, des riches, des patrons, mais aussi du côté des organisations ouvrières elles-mêmes.

Ainsi, pendant des années, le slogan essentiel du Parti communiste français, a été "Produire français". Le principal syndicat ouvrier, la CGT, a maintes fois orienté les luttes contre la "casse" des entreprises françaises.

Produire français, revendiquer le maintien des entreprises, ce sont des revendications de la petite bourgeoisie. Celle des tout petits patrons, qui avec 1, 2 ou 5 salariés se sentent effectivement écrasés par la concurrence des gros et la facilité avec laquelle ceux-ci peuvent déménager leurs usines au bout du monde. Et ce sont aussi des revendications de l'aristocratie ouvrière, celles de ces ouvriers à qui la bourgeoisie offre bon an mal an la possibilité de tenter de devenir petit patron. Ils sont plusieurs dizaines de milliers en France à le faire chaque année et autant à échouer d'ailleurs. Mais ils sont aussi 2 ou 300 000 à y être parvenus, à avoir leur commerce ou leur Café... pour 14 millions de salariés.

Alors, les organisations ouvrières qui distillent ces idées empoisonnées, ne sont finalement que des appendices de l'Etat bourgeois lui-même. Et elles s'appuient sur l'existence de l'aristocratie ouvrière pour intoxiquer toute la classe ouvrière avec ces préjugés.

Depuis que le monde est dominé par des groupes impérialistes, ce sont les organisations ouvrières qui ont servi de véritables moyens de répression contre les travailleurs, quand, sur une échelle plus ou moins large, ils ont voulu balayer le vieux monde pourri.

En 1920, la bourgeoisie allemande sera sauvée de la révolution par l'intervention sanglante du Parti social-démocrate, l'ancien parti ouvrier construit du temps de Marx et d'Engels. En 1936, en France comme en Espagne, c'est le Parti communiste et les syndicats proches de lui qui détournent les travailleurs de la voie révolutionnaire, les menant dans une voie strictement militaire dans le cas de l'Espagne, les menant en bateau vers les congés payés, à la veille de la guerre, dans le cas de la France. Ce sont les grandes organisations syndicales qu'on voit en 1968 pousser les travailleurs à reprendre le travail, en échange de l'annonce d'élections qui ne peuvent rien changer. Cela fait 80 ans que la bourgeoisie a toute confiance dans ces organisations.

Régulièrement, on trouve des articles dans la presse patronale pour s'inquiéter de la baisse d'influence des organisations syndicales et le regretter. "Les patrons veulent des syndicats forts", titre l'Expansion le 20 mars 91. "Les patrons ont désespérément besoin d'interlocuteurs", y lit-on. Et l'article explique : "Le fait nouveau c'est que la revendication a changé de camp. Elle ne s'exerce plus seulement des salariés vers la direction, mais de plus en plus de la direction vers les salariés. Quelles revendications ? Tout d'abord la course à la productivité et à la modernisation technologique impose des changements de comportement et des contraintes."

Les grands groupes impérialistes sont les premiers à jouer cette carte à fond. Le même article mentionne, par exemple, Elf chez qui "depuis l'été dernier les syndicats sont associés à l'élaboration du plan d'entreprise". Mais il ajoute : "En revanche, ils doivent se mouiller dans des situations bien moins confortables, en particulier quand il s'agit de compression de personnel."

Les premières organisations syndicales étaient vraiment le fruit de la coopération, des cotisations, du dévouement des travailleurs. Militer, être le délégué de ses camarades, c'était prendre des risques mais c'était aussi avoir tout leur soutien. Aujourd'hui, c'est tout à fait l'inverse. Locaux, heures de délégation, temps de réunion, tout est offert donc contrôlé par le patron. Les délégués ne peuvent être présentés que par les syndicats reconnus représentatifs nationalement par le gouvernement.

Actuellement dans le seul secteur privé il y a environ 285 000 délégués du personnel (1988) et 42 000 délégués syndicaux. Tous bénéficient de petits privilèges offerts par le patron. Tous sont protégés par rapport à la moyenne des travailleurs, et dans le secteur public, cette présence est aussi considérable. Dans une entreprise comme la SNCF, le nombre d'heures payées par la direction aux militants syndicaux correspond à l'emploi à plein temps de 700 personnes toute l'année.

L'impérialisme a donc quadrillé depuis un siècle la classe ouvrière avec un vaste filet qu'elle entretient lui aussi avec les surplus de l'exploitation du tiers-monde. Mais ce filet comporte bien des trous entre les mailles. Au lieu de se contenter de cotiser, d'aller dans le meilleur des cas à une heure d'information syndicale payée par le patron, on peut, si l'on veut que ce monde change enfin, tout simplement prendre les choses en main soi-même. On peut refaire ce que d'autres ont su faire dans des conditions bien plus difficiles que les nôtres. On peut se réunir à trois ou plus pour, sur son temps, apprendre, comprendre comment fonctionne ce monde et découvrir qu'il n'est pas une fatalité et qu'on peut en construire un autre.

février – juin 1993